

A Hongkong, les manifestants visent une gare « chinoise »

lundi 8 juillet 2019, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 7 juillet 2019).

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche 7 juillet à Hongkong pour maintenir la pression sur le gouvernement local pro-Pékin devant une gare controversée d'où partent des trains à grande vitesse pour la Chine continentale.

En fin de soirée, la police anti-émeutes a chargé des protestataires dans le quartier de Mongkok dans le nord de la ville, après un face-à-face tendu d'une vingtaine de minutes avec un groupe d'environ 300 manifestants, la plupart jeunes et masqués.

Il s'agit du premier acte de contestation important depuis la prise d'assaut et le saccage, le 1^{er} juillet, du Parlement de Hongkong par des protestataires masqués et jeunes pour la plupart.

Depuis des semaines, la ville de Hongkong est plongée dans une crise politique déclenchée par un projet de loi autorisant les extraditions vers la Chine.

Le rejet du texte s'est traduit par d'immenses manifestations pacifiques, mais aussi par une série d'affrontements violents avec la police.

Le texte a été suspendu par le gouvernement local, mais cela n'a pas suffi à apaiser la colère qui s'est transformée en un mouvement plus vaste pour réclamer des réformes démocratiques et l'arrêt de l'érosion des libertés dans le territoire semi-autonome.

Les manifestants réclament

- l'annulation pure et simple du projet de loi sur les extraditions,
- une enquête indépendante sur l'utilisation par la police de gaz lacrymogène et de balles en caoutchouc,
- une amnistie pour les personnes arrêtées,
- la démission de la dirigeante pro-Pékin de Hongkong, Carrie Lam.

Pékin a mis tout son poids dans la balance pour soutenir les autorités, réclamant une enquête pénale contre les personnes impliquées dans les violences.

Le cheval de Troie de la Chine

Des milliers de personnes ont défilé dimanche après-midi dans les rues de Tsim Sha Tsui, quartier très couru des touristes du continent, dans la partie continentale de Hongkong.

Le rassemblement est présenté par les manifestants comme le moyen d'expliquer le mouvement aux Chinois du continent.

En Chine, où les informations sont lourdement censurées par la « grande muraille informatique », les manifestations de Hongkong sont présentées comme violentes, résultant d'un complot ourdi de l'étranger pour déstabiliser la mère patrie, pas comme un mouvement populaire massif contre la mainmise croissante de Pékin sur la ville.

« On veut montrer aux touristes, y compris aux touristes du continent chinois, ce qu'il se passe à Hongkong et nous espérons qu'ils pourront rapporter ce concept en Chine », a déclaré à l'Agence

France-Presse (AFP) Eddison Ng, 18 ans.

Les Hongkongais parlent cantonais, mais les manifestants envoyaient des messages en mandarin aux téléphones du voisinage via Bluetooth, dans l'espoir d'atteindre les visiteurs chinois par bouche-à-oreille numérique. Beaucoup de banderoles arboraient les caractères simplifiés utilisés sur le continent au lieu des caractères traditionnels en cours à Hongkong et Taïwan.

Les protestataires ont rejoint la nouvelle gare de West Kowloon, ouverte en septembre 2018 pour connecter Hongkong avec le réseau ferroviaire à grande vitesse chinois. Le complexe de verre et d'acier était quasiment bouclé par la police. De lourdes barrières de sécurité en plastique remplies d'eau avaient été installées autour de la gare. Seuls les passagers déjà munis de billets étaient autorisés à entrer dans le complexe. La vente de nouveaux billets a été suspendue.

La gare, qui a coûté plusieurs milliards d'euros, est dénoncée par les opposants comme le cheval de Troie de la Chine, car les lois chinoises s'y appliquent dans certaines zones. Les services de l'immigration et des douanes chinoises sont présents. Pékin a aussi juridiction sur les quais, alors que West Kowloon est à des kilomètres de la frontière, située au nord.

Libertés menacées

Les manifestants n'ont aucune intention d'occuper la gare, vu que le catalyseur du mouvement est la peur d'être envoyé en Chine, a assuré ironiquement l'un des organisateurs du rassemblement, Ventus Lau Wing-hong. « Tous nos camarades du continent peuvent voir combien cette manifestation est pacifique », a-t-il lancé à la foule.

La police a autorisé le rassemblement mais a appelé au calme, relevant que des appels avaient été lancés sur les réseaux sociaux pour que les manifestants « prennent part à des mouvements de non-coopération impliquant diverses actions illégales comme provoquer des policiers ou faire irruption dans des bâtiments ».

La Constitution de Hongkong dispose que la législation chinoise ne s'applique pas au territoire, à part dans certains domaines bien précis comme celui de la défense.

Aux termes de l'accord de rétrocession entre Londres et Pékin (1997), Hongkong jouit de libertés inconnues dans le reste de la Chine, comme la liberté d'expression, en vertu du principe « Un pays, deux systèmes ».

Mais nombreux sont ceux qui pensent que ces libertés sont menacées.

Les esprits ont été particulièrement marqués ces dernières années par

- la disparition de libraires dissidents, réapparus ensuite en détention sur le continent,
- la disqualification de députés de l'opposition,
- l'expulsion de facto d'un journaliste étranger,
- les peines de prison infligées aux leaders du mouvement prodémocratie.

Pékin a également refusé de permettre l'élection du chef du gouvernement hongkongais au suffrage universel comme l'avaient exigé en 2014 les contestataires de la « révolte des parapluies ».